CIDAC 00457 TL 4128
Centro de Documentação
25. OUT 198.

[Timor Oriental:]

NOTES SUR LA POSITION DE L'AUSTRALIE

"Nous reconnaissons l'autorité souveraine de l'Indonésie (sur Timor-Est). Nous sommes satisfaits de la manière comme le gouvernement indonésien a développé une politique économique et d'assistance sociale très positive à Timor et nous espérons que les timorais auront les mêmes opportunités que les autres citoyens indonésiens".

(Robert Hawke, 1er. Ministre australien, à la TV indonésienne. Diffusé le 19 août mais connu avant la diffusion).

Réactions au Portugal. Bruce Woodberry, ambassadeur australien à Lisbonne, affirme ne pas comprendre:

"pourquoi les personnes sont surprises si cette position a toujours été celle de l'Australie". (20/8/85)

"La position du gouvernement continue à être que Timor-Est a été intégré dans l'Indonésie sans que fut donnée aux timorais de l'est une opportunité pour exprimer leur volonté par un acte d'auto-détermination.

"Dans l'interview le 1er. Ministre considérait une situation dans l'avenir, où, par l'évolution réaliste de sa politique, le gouvernement indonésien serait capable de reconsidérer, par le moyen d'une consultation adéquate aux timorais de l'est, la souveraineté indonésienne à Timor-Est.

"Le 1er. Ministre avait aussi la préoccupation que l'Indonésie accorde aux timorais de l'est une citoyenneté pleine dans l'Indonésie, laquelle ne pourra se concrétiser que par un acte d'auto-détermination sous contrôle des instances internationales".

(Porte-parole du 1er. Ministre australien - 19/8/85)

Journalistes et diplomates en Australie font le lien entre la déclaration de Hawke à la TV indonésienne et l'ouverture de négociations entre les deux pays sur l'exploitation d'importants gisements de pétrole dans la mer de Timor à la limite maritime entre l'Indonésie et Timor-Est. Les géologues australiens évaluent ces réserves entre 500 et 5.000 millions de barils. Un porte-parole du Ministère australien des Ressources Naturelles annonce que l'Indonésie est prête à accepter l'exploitaion "moitié-moitié" de "la zone en dispute". L'ouverture des négociations est annoncée pour septembre à Camberra.

Ouverture du Parlement. Mc Intosh, ex-président du Sénat, critique Hawke. Celui-ce répond qu'il a exprimé une position personnelle et que la position du gouvernement continue liée à la résolution de la Conférence du Parti.

Hawke explique: *"Le gouvernement précédent, l'exécutif de Malcolm Frazer (libéral), avait reconnu la souveraineté indonésienne sur Timor en 1979, reconnaissance qui n'a jamais été annulée par le Cabinet actuel".*

Hawke affirme que c'est toujours avec le gouvernement indonésien qu'il traite des problèmes concernant Timor: droits de l'homme, aide à Timor, visites de députés ou journalistes, émigration de timorais en Australie, frontière maritime. Les dernières déclarations ne l'empêcheront pas de continuer à défendre les droits de l'homme ou à manifester que l'Australie n'est pas satisfaite par la façon dont Timor a été intégré.

B. Woodberry déclare à Lisbonne que les positions des travaillistes, maintenant au gouvernement, sont les mêmes que celles de leurs antecesseurs libéraux. (22/8/85)

.../

/...

Le Ministre indonésien des Affaires Etrangères, Mochtar Kusumaatmadja, salue à la TV australienne les déclarations de Hawke "*qui renforcent la position antérieure de Camberra*".

Note: Lors de la campagne électorale qui amena Hawke au gouvernement, le parti travailliste avait promis de défendre l'auto-détermination de Timor, sous la pression de son aile gauche. Après la victoire du parti, Bill Hayden,nommé Ministre des Affaires Etrangères, visite Djakarta (1983) et "PREND NOTE" de l'incorporation de Timor-Est dans l'Indonésie. Cette formule permettait de ne pas appuyer ni rejeter la reconnaissance "de jure" faite par le gouvernement libéral.

7/84 - À la Conférence du Parti Travailliste les deux tendances s'opposent; l'accord se fait sur la décision d'appuyer les efforts du Secrétaire Général de l'ONU pour arriver à une solution.

En avril 85 Bill Hayden déclare que la situation s'est améliorée à Timor de façon jamais vue auparavant.

En juin le gouvernement refuse d'autoriser les communications radio avec le Fretilin.

[A Paz é Possível em Timor-Leste]

[1985]

.../...